

Réunion de présentation de la campagne de vérification du fonctionnement et de l'entretien des dispositifs d'assainissement individuel VARZAY

Sophie GAY

-
Eau 17



**Stéphane
LAMARQUE**

-
NCA Environnement

REUNION DU 28/01/2026

Syndicat de communes (établissement public)

3 compétences

EAU POTABLE

- 432 communes desservies
- Patrimoine
 - ✓ 12000 kms de réseau
 - ✓ 305 réservoirs d'eau potable
 - ✓ 1 usine de production d'eau potable
 - ✓ 63 captages en activité
 - ✓ 318 000 abonnés - 30 millions de m³ distribués

ASSAINISSEMENT COLLECTIF

- 211 communes desservies
- Patrimoine
 - ✓ 2900 kms de réseau
 - ✓ 202 stations d'épuration
 - ✓ 151 000 abonnés - 13 millions de m³ traités

ASSAINISSEMENT INDIVIDUEL

- 396 communes adhérentes
- 82 500 installations
- Plus de 100 000 contrôles réalisés

LES PRINCIPES DE L'ASSAINISSEMENT

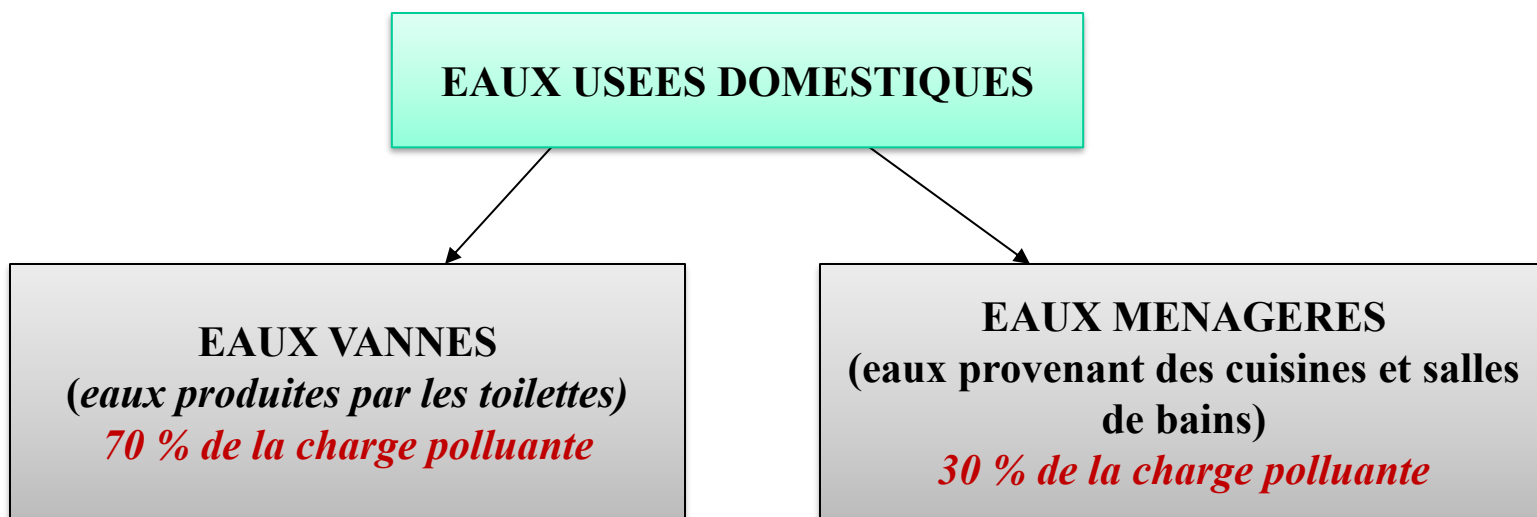


OBJECTIFS

- ✧ Assurer la collecte, le traitement et l'évacuation de l'ensemble des eaux usées produites par les usagers.
- ✧ Assurer une qualité de rejet garantissant la salubrité publique et le respect de l'environnement.



DEFINITIONS



LES PRINCIPES DE L'ASSAINISSEMENT

EAUX USEES DOMESTIQUES
(eaux vannes + eaux ménagères)



ASSAINISSEMENT COLLECTIF

« Tout à l'égout »

- Collecte : Réseau d'assainissement
- Traitement : Station d'épuration
- Dispersion : Milieu naturel

**Collecte + Traitement
+ Dispersion
sur le domaine public**

ASSAINISSEMENT NON COLLECTIF

« Assainissement individuel ou autonome »

- Prétraitement : Fosse septique toutes eaux
- Traitement : Tranchées d'infiltration, filtre à sable drainé ou non, ...
- Dispersion : Sol en place ou fossé, ...

**Prétraitement + Traitement
+ Dispersion
sur le domaine privé**

LA REGLEMENTATION

Le zonage d'assainissement

Art. L2224-10 : Code Général des Collectivités Territoriales



Critères de choix de l'assainissement collectif

- ***Habitat regroupé (contrainte de surface)***
- ***Perspectives d'urbanisation***



Critères de choix de l'assainissement individuel

- ***Contraintes techniques limitées (superficie suffisante des parcelles, topographie, nature de sol favorable, ...)***
- ***Coût de l'assainissement collectif supérieur au coût de l'assainissement individuel***

 Assainissement individuel sur le reste du territoire communal.

LA REGLEMENTATION

**Loi sur l'Eau et les Milieux Aquatiques
du 3 janvier 1992 (révisée le 30 décembre 2006)**



Créer un Service Public d'Assainissement Non Collectif (SPANC) avant le 31 Décembre 2005 – SPANC de EAU 17 créé en 2001

- Compétence obligatoire : contrôle***
- Compétence facultative : entretien, réhabilitation***



Compétence contrôle déléguée à EAU 17 après délibération du Conseil Municipal le 10/09/2001

LA REGLEMENTATION

Les contrôles de l'assainissement individuel

Art. L2224-8: Code Général des Collectivités Territoriales

Les communes ou établissements publics de coopération contrôlent les installations d'assainissement non-collectif



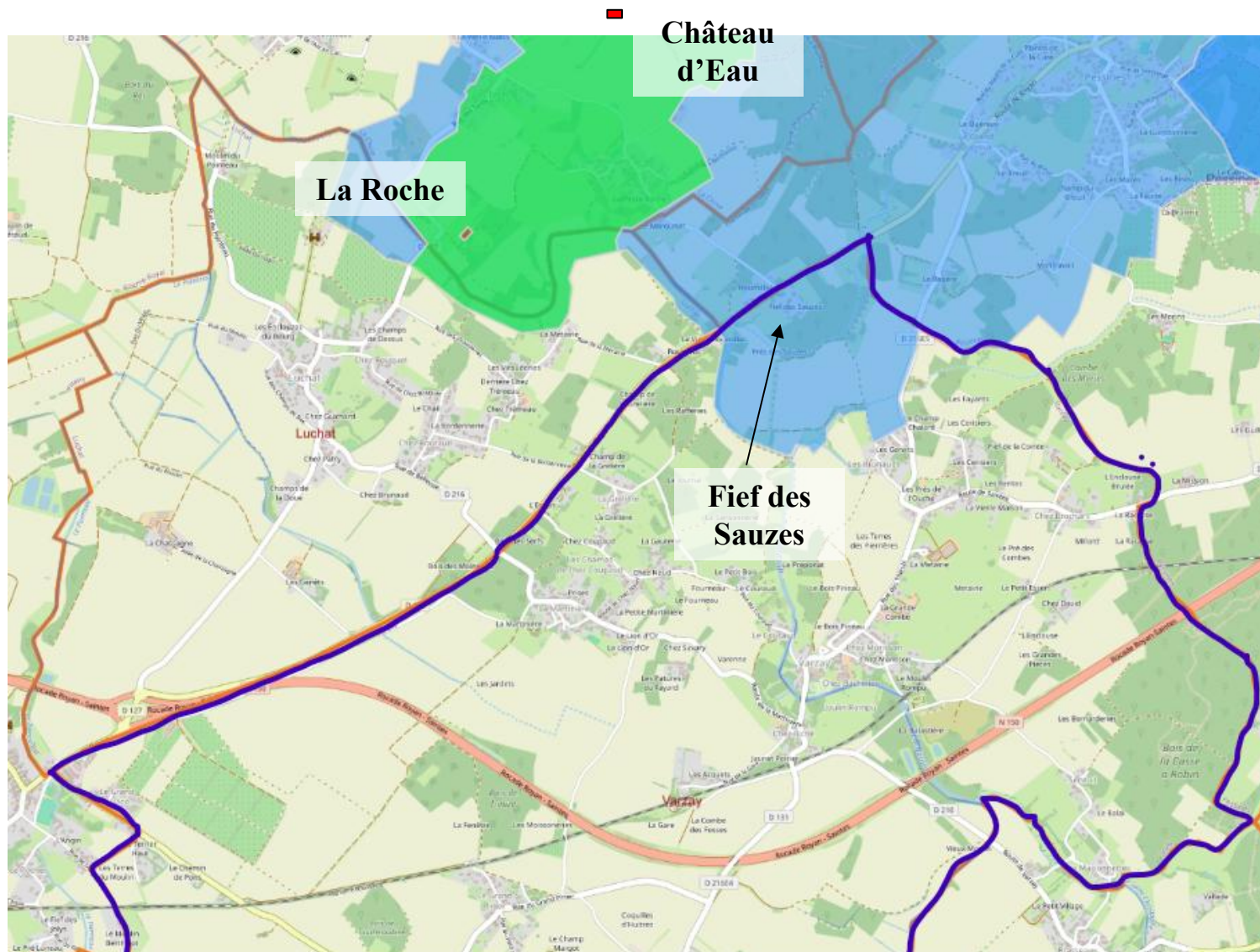
Vérification de la conception et de l'exécution des installations neuves






Contrôle de fonctionnement et d'entretien des installations existantes (avec liste des travaux à effectuer si nécessaire)

Les communes devaient procéder aux contrôles au plus tard le 31/12/2012 avec une périodicité qui ne peut excéder 10 ans.

Périmètres de protection des captages d'eau potable de « La Roche » et du « Château d'Eau » situés sur la Commune de La Clisse



-  **Limite Communale Varzay**
-  **Périmètre de protection rapproché**
-  **Périmètre de protection éloigné**

PERIMETRES DE PROTECTION

Captages « Les Roches » et « Château d'Eau »

Captages en eau potable:

Les périmètres de protection de ces captages s'étendent sur la partie Nord de la commune :

Ces captages ont été identifiés comme prioritaires (sensibles aux pollutions) par la loi Grenelle II du 12/07/2010

**☞ mise en œuvre du programme Re-Sources
(bassin versant de l'Arnoult):**

Objectif:

reconquérir et préserver la qualité de l'eau destinée à l'alimentation en eau potable

LE FINANCEMENT DU SERVICE DE CONTRÔLE DES INSTALLATIONS D'ASSAINISSEMENT INDIVIDUEL

Article R2224-19 du Code Général des Collectivités Territoriales

➡ **Le service de contrôle de l'assainissement autonome est un service public à caractère industriel et commercial**

➡ **Il doit être financé par une redevance due par les propriétaires**

TARIFS 2026 :

Contrôle de fonctionnement et d'entretien :

130 € TTC

Contrôle de la conception et de l'exécution des installations neuves :

337 € TTC

**Contrôle de fonctionnement et d'entretien lors d'une transaction
immobilière : 236 € TTC**

LA REGLEMENTATION

Les Ventes immobilières

Art. L271-4 : Code de la Construction et de l'Habitat

En cas de vente d'un immeuble bâti, un dossier de diagnostic technique, fourni par le vendeur, est annexé à la promesse de vente ou à défaut de promesse, à l'acte authentique de vente.

Le dossier de diagnostic technique comprend :

- Le document établi à l'issue du contrôle des installations d'assainissement non-collectif :
- La durée de validité de ce contrôle est de 3 ans.
- L'acquéreur fait procéder aux travaux de mise en conformité, si nécessaire, dans un délai de 1 an après l'acte de vente.

LES CONTROLES DE FONCTIONNEMENT ET D'ENTRETIEN



La réalisation de ces diagnostics a été confiée à la société NCA Environnement après une procédure de marché public.

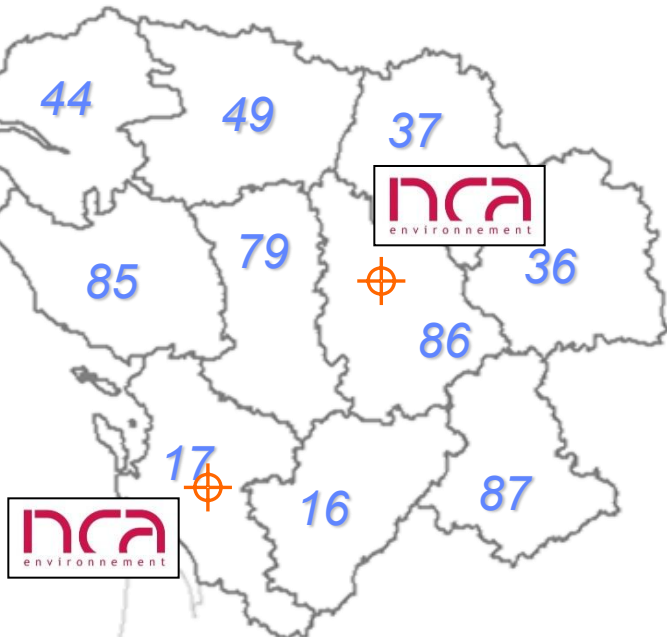


Le diagnostic a pour objectif de vérifier que le fonctionnement des ouvrages n'entraîne pas de pollution des eaux ou du milieu aquatique, et ne porte pas atteinte à la santé des personnes (salubrité publique).



Il s'agit d'un diagnostic de bon fonctionnement et non d'un contrôle par rapport aux normes en vigueur

NEUVILLE-DE-POITOU 86
HENNEBONT 56



Parc Atlantique
3 Rue du Clos Fleuri
17100 SAINTES

Tél. : 05 49 00 43 27
Port. : 06 43 31 57 06

E-mail : accueil@nca-env.fr
Site internet : www.nca-env.fr

Inventaire faune et flore
Inventaire zones humides
Plan de gestion - suivi de chantier
Dérégulation habitats et espèces protégées

Elodie BOSSELET
06 77 47 36 66
mn@nca.fr

MILIEU NATUREL

Schéma directeur eaux usées - AEP
- eaux pluviales
Réutilisation des eaux usées
GIEP - PGSSE - ARD
Autosurveillance - suivi de fonctionnement

Emmanuel FAURE
06 80 42 93 19
e.faure@nca.fr

HYDRAULIQUE URBAINE

Géomatique - topographie - DAO
Maîtrise d'œuvre
Étude d'impact de projet urbain
Dossier loi sur l'eau
Génie écologique - projet complexe
Data science, analyse, visualisation

Christelle SOULAS
06 07 88 66 34
c.soulas@nca.fr

ESPACE URBAIN

Étude d'impact environnemental
Volets humain, physique et assemblé
Étude de dangers
Projet éolien
Projet photovoltaïque
Projet méthanisation

Nolwenn RICHARD
06 56 73 04 52
enr@nca.fr

ENERGIES RENOUVELABLES

Bilan carbone® des organisations
Plan de transition bas carbone
Bilan GES de vos projets
Suivi des plans d'action
RSE
Ateliers fresque du climat

Nolwenn RICHARD
06 56 73 04 52
sbc@nca.fr

STRATÉGIE BAS CARBONE

AGRICULTURE ET ENVIRONNEMENT

Étude préalable agricole
Étude ICPE élevage
Suivi agronomique et plan d'épandage
Diagnostic de territoire
Étude de filière de boues industrielles
Audit d'exploitation agricole

Tiffany PINTAT
06 41 16 73 59
enr@nca.fr

HYDRAULIQUE FLUVIALE

Restauration de la continuité
écologique de cours d'eau
Restauration hydromorphologique
Gestion des milieux aquatiques
Gestion quantitative de la ressource en eau

Germain PASQUIER
06 43 31 56 35
g.pasquier@nca.fr

ASSAINISSEMENT NON COLLECTIF

Étude à la parcelle
Contrôles ANC
Tests de perméabilité
Diagnostic de vente
Contrôle de conception/bonne exécution

Stéphane LAMARQUE
06 43 31 57 06
s.lamarque@nca.fr

PAYSAGE

Étude paysagère
Projet photovoltaïque
Projet éolien
Projet routier
Projet industriel

Tiffany PINTAT
06 41 16 73 59
paysage@nca.fr



Équipe NCA pour la réalisation de l'étude

Stéphane LAMARQUE

Responsable Assainissement Non Collectif



Gestion administrative

- **Mélissa ALAIN**
- **Amanda MADRONNET**

Les techniciens référents



**Romain
DUHIL**

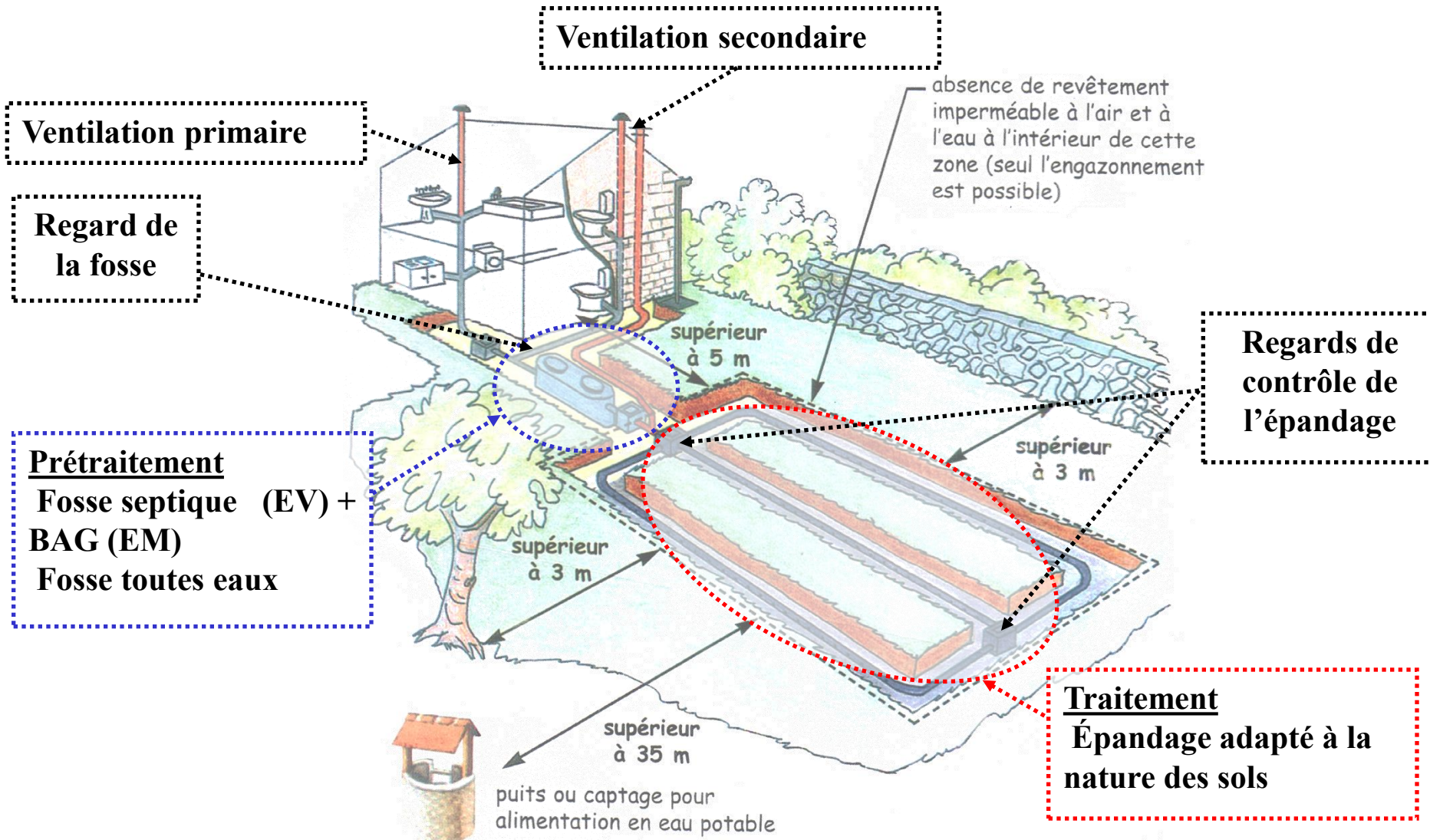


**Benjamin
ELDIN**



**Lohan
FURGE**





Données initiales

339 bâtiments concernés :

- ✓ **227 installations sont à diagnostiquer en 2026 ;**
- ✓ **112 dossiers** correspondent à des installations ayant fait l'objet d'un contrôle au cours des 10 dernières années et ne seront donc pas recontrôlés en 2026.

QUOI PREPARER ?

- ✓ Faciliter l'accessibilité des regards ;
- ✓ Préparer les différents documents se rapportant aux ouvrages (plan de masse, permis de construire, étude de filière...) ;
- ✓ Date de la dernière vidange, avec la facture ou le bon s'y rapportant.

LA VISITE

Envoi d'un courrier avec une proposition de rendez-vous

Le technicien spécialisé de la société NCA aborde avec les points suivants :

- ✓ Caractéristiques de l'habitation, du terrain,
- ✓ Recensement des contraintes,
- ✓ Description des ouvrages,
- ✓ Conclusion et classification de l'installation,
- ✓ Améliorations possibles sur les ouvrages et/ou travaux de réhabilitation et délais.



LA CLASSIFICATION

Arrêté du 27 avril 2012

- ✓ **Non respect du code de la santé publique - Absence d'installation.**
 - Obligation de réhabilitation de manière immédiate.
- ✓ **Non Conforme - Article 4 cas A : Défaut de sécurité sanitaire.**
 - Travaux obligatoires sous 4 ans.
 - Travaux dans un délai de 1 an si vente.
- ✓ **Non Conforme - Article 4 cas C : Incomplet, ou sous dimensionné, ou avec dysfonctionnements majeurs**
 - Travaux dans un délai de 1 an si vente.

A noter que les installations incomplètes, ou sous dimensionnées, ou avec dysfonctionnements majeurs, situées dans un périmètre de protection de captage en eau potable seront classées en **Non Conforme - Article 4 cas A.**

Pour les autres... De simples recommandations sont effectuées.

LE BILAN

- ✓ Compte rendu de visite individuel ;
- ✓ Cartographie communale de l'état des installations ;
- ✓ Synthèse communale présentant l'état des installations pour d'éventuelles réhabilitations d'assainissement non collectif en vue d'un bon fonctionnement ;
- ✓ Mise en avant des secteurs problématiques.

Questions/Réponses

Merci de votre attention



Nous sommes à votre écoute pour toute question.

Réhabilitation des installations existantes

Eco-prêt à taux 0 %



L'éco-prêt à taux zéro peut-être consentie sur le montant des travaux de réhabilitation non subventionnés jusqu'à hauteur de 10 000 euros et pour des dispositifs ne consommant pas d'énergie.

Renseignements: www.developpement-durable.gouv.fr/
ou contacter une banque partenaire.

Conditions d'attribution : Ce prêt est attribué aux propriétaires sans condition de ressources. Le logement doit être une résidence principale construite depuis plus de 2 ans

SOLIHA 17 peut apporter une assistance pour l'obtention de subventions

Public concerné :

- Personnes avec ressources modestes
- Personnes retraitées
- Personnes à mobilité réduite ou handicapées
- Propriétaires bailleurs



Contexte:

- Logements très dégradés
- Travaux d'adaptation dans la salle de bain

Subventions accordées :

- de 35 à 50% par le biais de l'ANAH (10 000 € maximum)
- Taux variables par le biais des caisses de retraites, Conseil Départemental, CAF

Renseignements : SOLIHA 17 au 05 46 07 49 99

www.soliha.fr